



KPMG S.A.  
19 rue Clément Ader  
Pôle Henri Farman - BP 162  
51685 Reims

# Association ALMEA FORMATIONS INTERPRO

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Association ALMEA FORMATIONS INTERPRO  
32 rue Benjamin Franklin - 51000 Châlons-en-Champagne

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.  
19 rue Clément Ader  
Pôle Henri Farman - BP 162  
51685 Reims

## **Association ALMEA FORMATIONS INTERPRO**

32, rue Benjamin Franklin - 51000 Châlons-en-Champagne

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association ALMEA FORMATIONS INTERPRO,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ALMEA FORMATIONS INTERPRO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la détermination du chiffre d'affaires.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.


Reims, le 12 juin 2025

KPMG S.A.

# **ALMEA FORMATIONS INTERPRO**

**32 Rue BENJAMIN FRANKLIN  
CS 70021  
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE**

*Comptes au 31/12/2024*



# Bilan actif association

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2024	31/12/2023
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement				
Frais de R&D				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets droits similaires	663 346	516 494	146 852	120 070
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes sur immo. incorpo.				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains	1 363 210		1 363 210	1 363 210
Constructions	4 185 440	2 101 339	2 084 102	1 492 287
Installations tech., outillage	17 266 178	14 981 643	2 284 535	2 082 663
Immobilisations corporelles en cours	1 618 002		1 618 002	88 299
Avances et acomptes				
Legs ou donations destinés à être cédés				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations et créances rattachées	15 210		15 210	15 210
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immo. financières	714 561		714 561	608 837
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>25 825 948</b>	<b>17 599 475</b>	<b>8 226 473</b>	<b>5 770 576</b>
<b>STOCKS</b>				
Stocks et en-cours	42 438		42 438	51 132
<b>CREANCES</b>				
Usagers et comptes rattachés	4 714 378	16 432	4 697 946	8 314 790
Legs ou donations				
Autres créances	2 446 421		2 446 421	2 673 212
<b>DIVERS</b>				
V.M.P.	5 900 127		5 900 127	516 832
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	7 498 009		7 498 009	10 431 969
Charges constatées d'avance	834 663		834 663	680 634
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>21 436 036</b>	<b>16 432</b>	<b>21 419 605</b>	<b>22 668 569</b>
Frais d'émission des emprunts				
Primes de remb. des obligations				
Ecart de conversion actif				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>47 261 984</b>	<b>17 615 907</b>	<b>29 646 078</b>	<b>28 439 144</b>

# Bilan passif association

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise	78 486	78 486
Fonds propres statutaires	78 486	78 486
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise	362 152	362 152
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	362 152	362 152
Ecarts de réévaluation		
Réserves	219 408	219 408
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	219 408	219 408
Autres réserves		
Report à nouveau	8 042 015	6 679 111
<b>EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE</b>	-1 353 458	1 362 904
Situation nette (sous-total)	7 348 603	8 702 061
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 476 075	1 419 199
Provisions réglementées		
<b>TOTAL 1</b>	<b>8 824 678</b>	<b>10 121 260</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	14 676	
<b>TOTAL 2</b>	<b>14 676</b>	
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	18 000	53 000
Provisions pour charges	2 464 305	2 007 494
<b>TOTAL 3</b>	<b>2 482 305</b>	<b>2 060 494</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 509 335	823 565
Emprunts et dettes financières divers		7 250
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 306 413	5 349 346
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	6 287 788	6 812 048
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	722 542	53 791
Autres dettes	683 146	875 759
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	2 815 196	2 335 631
<b>TOTAL 4</b>	<b>18 324 420</b>	<b>16 257 390</b>
Ecarts de conversion passif		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>29 646 078</b>	<b>28 439 144</b>

## Compte de résultat association

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			
Cotisations			
Ventes de biens	dont ventes de dons en nature	173 039	177 968
Ventes de prestations de services	dont parrainages	27 036 392	27 234 246
Concours publics et subventions d'exploitation		5 553 244	4 951 988
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible			
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		424 873	134 691
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits		2 952	253
TOTAL I	33 190 500	32 499 146	
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>			
Achats de marchandises	1 092 134	1 118 835	
Variation de stock	8 694	924	
Autres achats et charges externes	15 892 321	13 616 686	
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	1 023 365	1 043 922	
Salaires et traitements	11 338 643	10 741 231	
Charges sociales	4 377 768	4 078 878	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 077 609	1 029 511	
Dotations aux provisions	794 332	242 569	
Reports en fonds dédiés	14 676		
Autres charges	35 533	54 848	
TOTAL II	35 655 073	31 927 404	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-2 464 573	571 742	
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
Produits financiers de participation			
Produits autres valeurs mobilières, créances actif immo.			
Autres intérêts et produits assimilés	392 409	147 842	
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de V.M.P.			
TOTAL III	392 409	147 842	
<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
Dotations financières amortissements, provisions			
Intérêts et charges assimilées	13 118	11 829	
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de V.M.P.			
TOTAL IV	13 118	11 829	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	379 291	136 014	
	-2 085 282	707 756	



# Compte de résultat (suite) association

Rubriques	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	429 039	188 949
Produits exceptionnels sur opérations en capital	528 902	604 870
Reprises sur provisions, transferts de charges		
<b>TOTAL V</b>	<b>957 941</b>	<b>793 819</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	47 287	103 007
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	784	59
Dotations exceptionnelles aux amortissements, provisions		7 383
<b>TOTAL VI</b>	<b>48 071</b>	<b>110 449</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>909 871</b>	<b>683 371</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	<b>VII</b>	
Impôts sur les bénéfices	<b>VIII</b> 178 047	28 221
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>34 540 850</b>	<b>33 440 808</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>35 894 309</b>	<b>32 077 902</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-1 353 458</b>	<b>1 362 905</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>		
<b>Ressources</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL PRODUITS</b>		
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL CHARGES</b>		



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Mal 2025

Ce rapport contient 38 pages

## **Table des matières**

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Description des moyens mis en œuvre	5
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	6
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.2	Changements d'estimation	8
5.1.3	Corrections d'erreurs	8
5.2	Dérogations	8
5.3	Principales méthodes comptables	8
5.3.1	Principes généraux d'ALMEA FORMATIONS	8
5.3.2	Architecture détaillée de la comptabilité analytique	10
6	Informations relatives aux postes du bilan	15
6.1	Actif immobilisé	15
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	15
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	17
6.1.3	Fonds commercial	19
6.2	Actif circulant	19
6.2.1	Stocks et en cours	19
6.2.2	Précisions sur d'autres créances	19
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	23
6.4	Fonds propres	23
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	23
6.5	Tableaux de variation des provisions pour risques et charges	26
6.5.1	Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)	26
6.5.2	Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)	27
6.6	Provision pour risques et charges	27
6.6.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	27
6.6.2	Provisions pour médaille du travail	28
6.7	État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice	29
7	Informations relatives au Compte de résultat	30

7.1	Produits du compte de résultat	30
7.1.1	Ventes de biens et de services	30
7.1.2	Subventions d'Exploitation	31
7.1.3	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	31
7.2	Charges du compte de résultat	32
7.2.1	Achats de marchandises et variation des stocks	32
7.2.2	Autres Achats et charges externes	32
7.2.3	Impôts, taxes et versements assimilés	32
7.2.4	Salaires et traitements, charges sociales	32
7.3	Résultat Financier	33
7.4	Résultat Exceptionnel	33
7.5	Contributions volontaires en nature du compte de résultat	34
7.6	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	35
7.7	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	35
8	Informations relatives à l'effectif	36
9	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	37
9.1	Autres opérations non inscrites au bilan	37

## 1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association est un organisme gestionnaire qui a pour objet la conception, la mise en œuvre et la gestion, directe ou indirecte, de dispositifs interprofessionnels de conseils, d'accompagnement et/ou de formation, tout au long de la vie, de tout public accueilli (notamment apprentissage, alternance sous contrat, obtention de qualifications et/ou de diplômes, accompagnement vers l'emploi et/ou l'acquisition de compétences professionnelles, découverte de métiers, ingénierie pédagogique, formation continue).

L'Association a également pour objet la promotion, sous tous ses aspects, d'une approche modulable et active de la pédagogie de l'alternance, en concertation avec l'entreprise, pour mobiliser, qualifier et intégrer les publics et concourir ainsi :

- ✓ à l'acquisition de savoirs fondamentaux et de capacités sociales,
- ✓ à la qualification de compétences professionnelles,
- ✓ à l'insertion et/ou à l'épanouissement, tant professionnel que social, dans le monde des métiers.

L'Association se propose d'atteindre ses objectifs en tant qu'organisme gestionnaire d'établissements assurant des formations en alternance, apprentissage ou autrement, notamment à travers :

- ✓ la gestion et l'administration d'un Centre de Formation Interprofessionnel en Alternance,
- ✓ l'organisation et la gestion de formations professionnelles qualifiantes en alternance pour les jeunes et les adultes, et, de façon générale, de toute action permettant la formation continue, la découverte des métiers, l'évaluation des compétences, le perfectionnement professionnel, la promotion sociale et l'insertion de publics, jeunes et adultes,
- ✓ la commercialisation, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou activités de prestations de services, à des partenaires et/ou des Associations ou sociétés filiales ou apparentées entrant dans le cadre de son objet et/ou susceptibles de contribuer à sa réalisation,
- ✓ de façon générale, toute action sous forme de participation à des réseaux, de partenariats, de sous-traitance et/ou de prise de participation dans des Associations ou sociétés concourant à la réalisation de son objet social, sous quelque forme que ce soit.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

➤ . CFA INTERPRO

Forme plus de 3 000 apprentis sur 25 métiers à travers de plus de 60 formations en alternance.

➤ E2C Champagne-Ardenne

S'adresse à un public jeune en difficulté d'insertion sociale et professionnelle dont l'exclusion est principalement liée à des problèmes de qualification et de professionnalisation. L'E2C offre gratuitement à des jeunes adultes une nouvelle chance de développer compétences et savoir-être, afin de s'insérer durablement sur le marché du travail. Cette insertion se caractérise par un accompagnement soutenu et individualisé avec un statut de stagiaire de la formation professionnelle rémunéré.

➤ Alméa Formation Continue

Intervient sur tous les dispositifs de la formation continue et appels d'offres, la mise en place de contrats de professionnalisation, ainsi qu'en gestion de projets et d'une manière générale en réponse à tous besoins d'entreprises et de clients privés.

➤ Le Campus By Alméa

Tiers-lieu connecté au sein duquel sont coachés des étudiants souhaitant obtenir un diplôme ou une certification de l'enseignement supérieur

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- 13 sites d'implantations sur les 4 départements du territoire Champagne-Ardenne et le département de l'Aisne.

### 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Evolution de la masse salariale globale :

2023	2024	Variation en %
15 864 031 €	16 739 775 €	5,52%

## **4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture**

### **4.1 Faits caractéristiques de l'exercice**

Jusqu'en 2024, certains bâtiments étaient mis à disposition à titre gratuit.

À compter du 1er janvier 2024, le bâtiment de Charleville-Mézières fait désormais l'objet d'une location au profit du CFAI, incluant le bâtiment principal, le parking, ainsi que, depuis le 31 décembre 2024, la salle polyvalente et la salle de sport. Le loyer total versé en 2024 s'élève à 284 000 euros.

Par ailleurs, depuis le 1er juillet 2024, les bâtiments de Chaumont et de Pont-Sainte-Marie (bâtiment principal) font l'objet d'une location auprès de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Le montant du loyer annuel s'élève à 333 000 euros pour chacun de ces deux sites.

#### Concernant l'immobilier :

L'achat d'un terrain (1.1 M€) et du bâtiment (557k€) à Saint Julien les Villas « La Moline » ont été acquis en 2023.

Ce bâtiment héberge les apprentis internes depuis avril 2024 et les formations du Pôle Santé, celle des bénéficiaires du RSA et le Campus de Troyes depuis septembre 2024.

Les travaux de l'extension des locaux de Vatry ont débuté le dernier trimestre 2024. La livraison est prévue au cours du dernier trimestre 2025. Le Conseil Départemental de la Marne participe à ce projet à hauteur de 243k€ pour un coût de dépenses total prévisionnel de 1 165k€. Un emprunt à hauteur de 800k€ avec nantissement d'un placement de 400k€ a été souscrit le 31 août 2022.

Le projet de « Remise en état du système d'information et travaux de câblage et développement des infrastructures informatiques » pour tout ALMEA a débuté en 2024. La livraison de la première phase « câblage WIFI » ainsi que la « mise à jour des Système d'Information » est prévue pour fin de l'année 2025. La Région participe à ce projet à hauteur de 602k€ pour un coût de dépenses total prévisionnel de 1 610k€.

Le projet de « Modernisation du Système de sécurité incendie » sur ALMEA 51 s'est déroulé en 2024. La livraison est prévue pour le deuxième trimestre 2025. La Région participe à ce projet à hauteur de 240k€ pour un coût de dépenses total prévisionnel de 506k€.

#### Les nouvelles formations :

Afin de gagner en visibilité auprès du grand public et des partenaires, la « Digitale Académie », est devenue « Le Campus by ALMEA au 1er janvier 2024.

Trois nouveaux campus ont ouvert à la rentrée de septembre 2024 : un campus sur le département de l'Aube dans les nouveaux locaux de « La Moline » à Saint-Julien-Les-



Villas, un campus dans le département de la Marne dans les locaux de Reims « Landais » et un dernier dans le département de la Haute-Marne dans les locaux de Saint-Dizier. ALMEA compte désormais 8 campus.

Deux nouvelles formations ont commencé en 2024 dans le département des Ardennes : la formation installateurs de panneaux photovoltaïques dans les locaux de l'AFPA à Montcy depuis septembre avec un loyer de 5k€ par session de 3 mois et la formation Métier de l'eau dans les locaux de Véolia à Sedan depuis octobre 2024 avec un loyer de 14k€ par an.

#### Ressources humaines :

Lors des Négociations Annuelles Obligatoires de l'année 2024, il a été décidé que le calcul de l'Indemnité de Fin de Carrière utilisé sur le centre ALMEA 51 serait également applicable sur les autres centres Ardennes, Aube et Haute-Marne, incluant les salariés dit statutaires. Cette modification a pris effet pour tous les départs en retraite à partir du 01/07/2024.

La direction générale a été occupée par Mr Olivier SIMON, en prestation, de janvier à octobre 2024. Puis a été reprise par Mr Laurent POULLAIN, en tant que salarié ALMEA, à compter du 14 octobre 2024.

## **4.2 *Faits caractéristiques postérieurs à la clôture***

Néant

## **5 Principes et méthodes comptables**

### **5.1 Principes généraux**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts depuis le 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

#### **5.1.1 Changement de méthode comptable**

Notre entité n'a pas effectué de changement de méthode.

#### **5.1.2 Changements d'estimation**

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### **5.1.3 Corrections d'erreurs**

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

### **5.2 Dérogations**

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

### **5.3 Principales méthodes comptables**

#### **5.3.1 Principes généraux d'ALMEA FORMATIONS**

Notre organisation de gestion est adaptée à la comptabilité distincte de l'Apprentissage dont les comptes doivent être certifiés séparément de ceux de l'association et permet également la production d'une comptabilité distincte pour nos activités fiscalisées. Cette méthodologie nous permet de disposer d'un suivi de gestion précis concernant les activités se situant en dehors du champ de l'Apprentissage et des activités fiscalisées, exemple : l'activité E2C en Champagne Ardenne.

Les données contenues dans la comptabilité analytique sont rigoureusement identiques à celles de la comptabilité générale mais elles suivent une présentation différente, par activité. A compter du 1er janvier 2016, l'organisation du système d'information comptable au travers du progiciel Sage 1000 est opérationnel et utilisé sur l'ensemble des Centres et l'Organisme Gestionnaire.

Les 3 pôles d'activité de l'Association sont : l'Apprentissage, l'E2C en Champagne-Ardenne et Alméa Formation Continue (comprenant l'ensemble des actions de formation hors Apprentissage et E2C).

Ces activités sont regroupées autour de 3 marques (CFA Interpro Interdépartemental, l'E2C en Champagne-Ardenne et Alméa FC).

Les charges et produits de l'Administration sont regroupés puis ventilés entre les différentes activités du Centre.

Les modalités de ventilation de ces charges sur les activités sont basées sur le prorata du nombre de salariés en "équivalent temps plein" par activité. Les ETP étant une mesure physique facilement quantifiable et démontrable, ce principe est en conformité avec les demandes de nos financeurs et plus particulièrement le F.S.E.

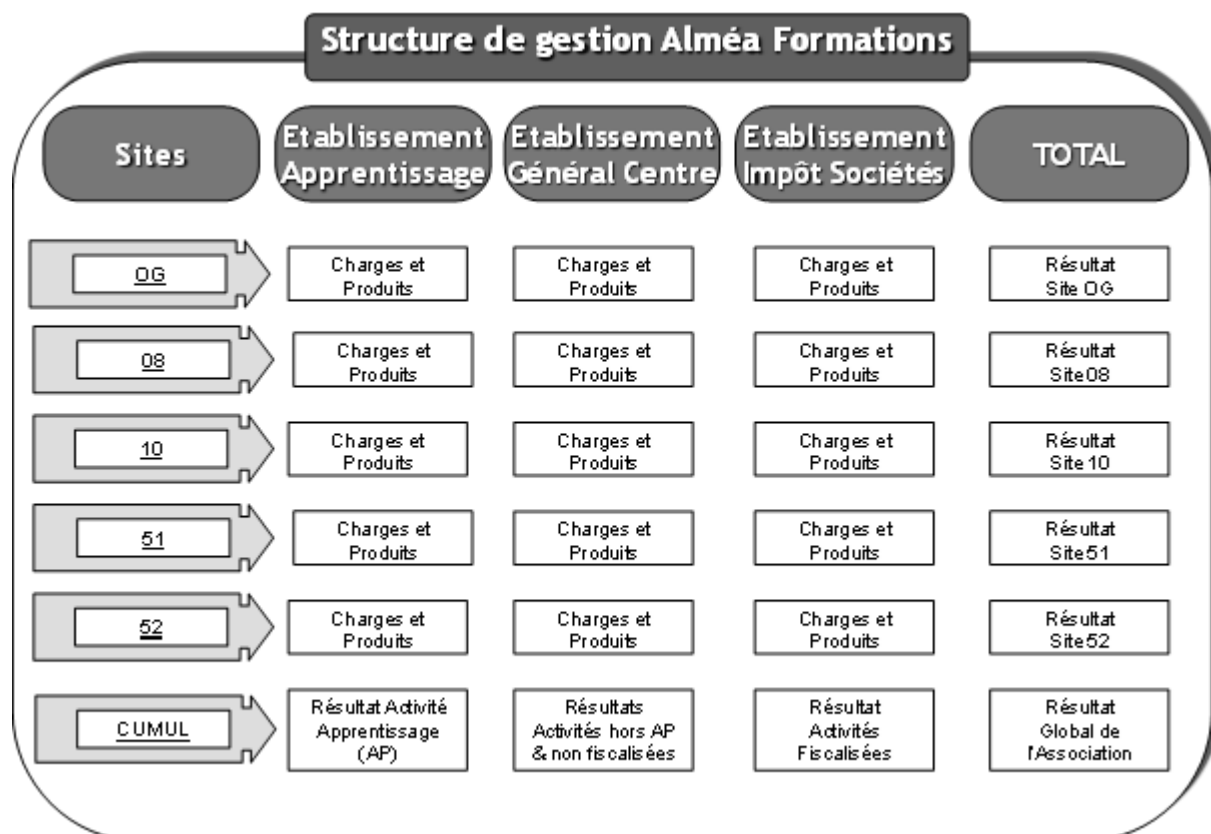
Enfin, subsiste un centre analytique auxiliaire, "entretien", comprenant les coûts liés aux charges d'entretien des locaux et qui ne peuvent être affectées en direct. Ces charges d'entretien sont ventilées entre chaque activité de formation, avec une clé de répartition basée sur la surface occupée par chacune dans les bâtiments (lorsque cela est possible) ou selon les heures apprenants de ces mêmes activités. Cette clé est définie en fonction de la situation de chaque Centre (les centres 51 et 52 utilisent les m<sup>2</sup>, alors que les centres 08 et 10 utilisent les heures apprenants).

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

### 5.3.2 Architecture détaillée de la comptabilité analytique

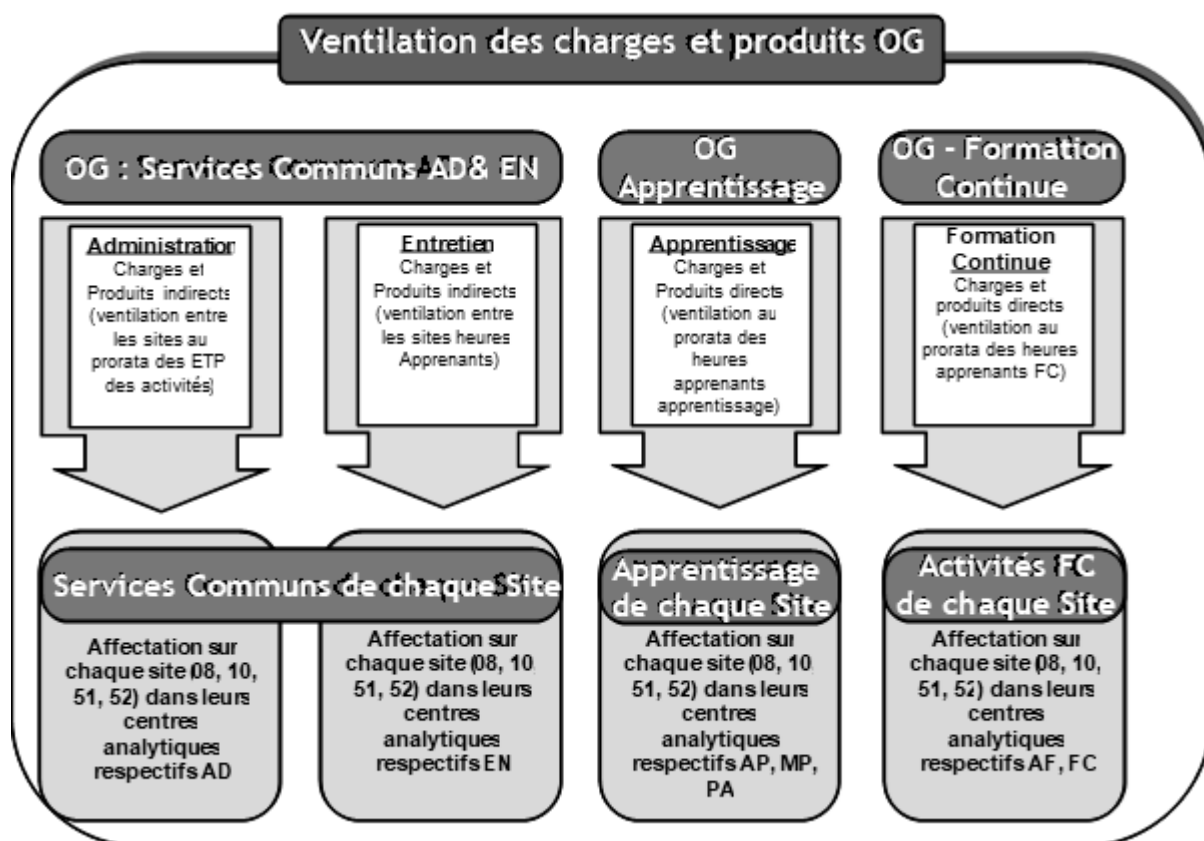
L'association Alméa Formations dispose d'une structure analytique nouvelle permettant un suivi de gestion tant de ses différents Centres que de ses activités. Ainsi, il nous est possible de suivre les résultats de chacune des activités pour chacun des Centres et de disposer également des résultats activité par activité pour l'ensemble de l'association tous sites confondus.

× **Architecture générale du système de contrôle de gestion d'Alméa Formations :**



## × Description de la ventilation des charges et produits de l'Organisme Gestionnaire :

Les charges et produits sont enregistrés dans leur site de destination par le service comptable en local. Toutefois, l'Organisme Gestionnaire (OG), lui-même considéré comme un site, est amené à enregistrer des charges et produits concernant l'ensemble des sites (ex : la subvention apprentissage est conventionnée avec le Conseil Régional pour la totalité des sites sans identification spécifique). Nous sommes donc dans l'obligation de procéder (extra-comptablement) en fin d'exercice à la ventilation des charges et produits de l'OG entre les différents sites d'Alméa selon la méthodologie décrite ci-après pour disposer d'un résultat par site reprenant l'intégralité des charges et produits s'y rattachant :

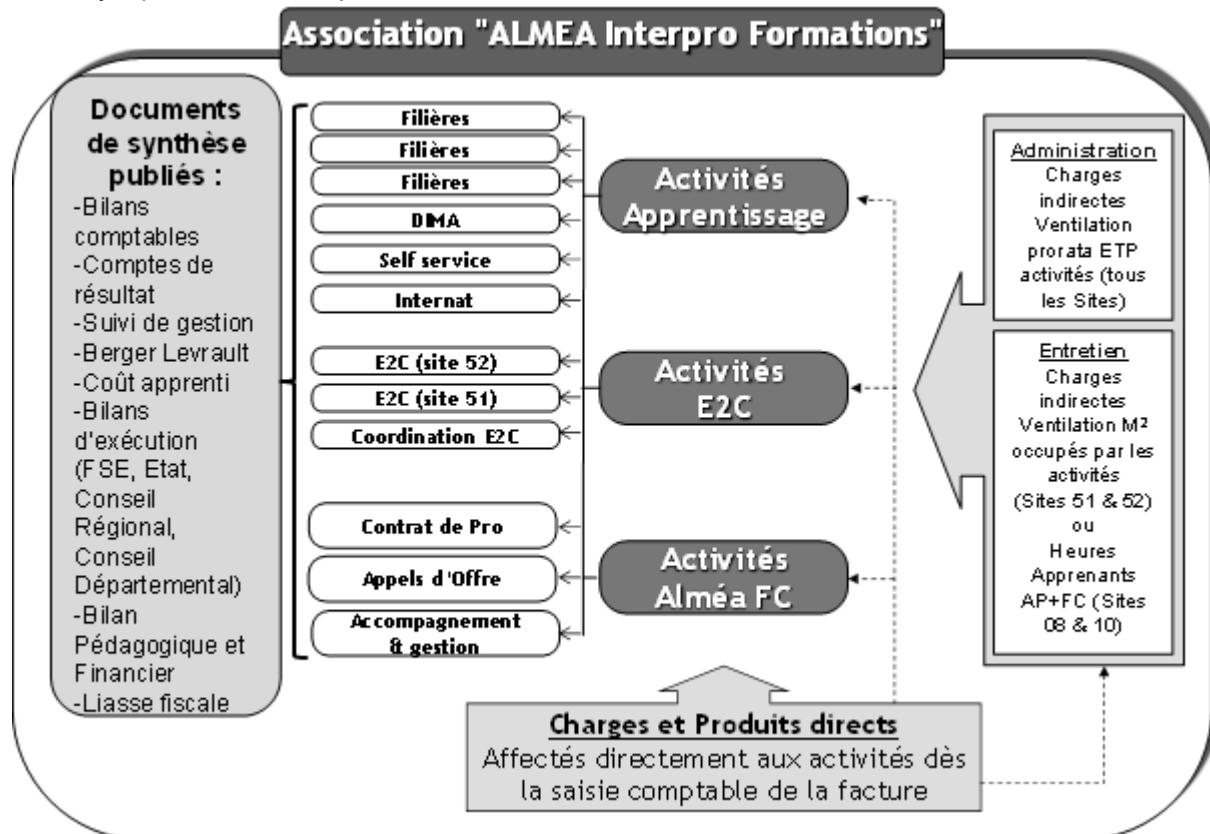


Il y a 2 clés de ventilation concernant l'administration et l'entretien de l'Organisme Gestionnaire :

- OGAD => répartie selon les ETP des activités
  - Le total achats et charges externes et les autres charges (de gestion courante, financières et exceptionnelles) => comprend les ETP de l'E2C
  - La masse salariale, les dotations aux provisions, les dotations aux amortissements et le total produits => ne comprend pas les ETP de l'E2C
- OGEN => répartie selon les Heures apprenants des activités
  - Le total achats et charges externes et les autres charges (de gestion courante, financières et exceptionnelles) => comprend les heures apprenants de l'E2C
  - La masse salariale, les dotations aux provisions, les dotations aux amortissements et le total produits => ne comprend pas les heures apprenants de l'E2C

× **Description générale de la comptabilité analytique au sein des différents sites d'Alméa Formations :**

Attention, il n'y a plus de DIMA depuis le 01/09/2019



× **LES CENTRES ANALYTIQUES SE DISTINGUENT COMME SUIV :**

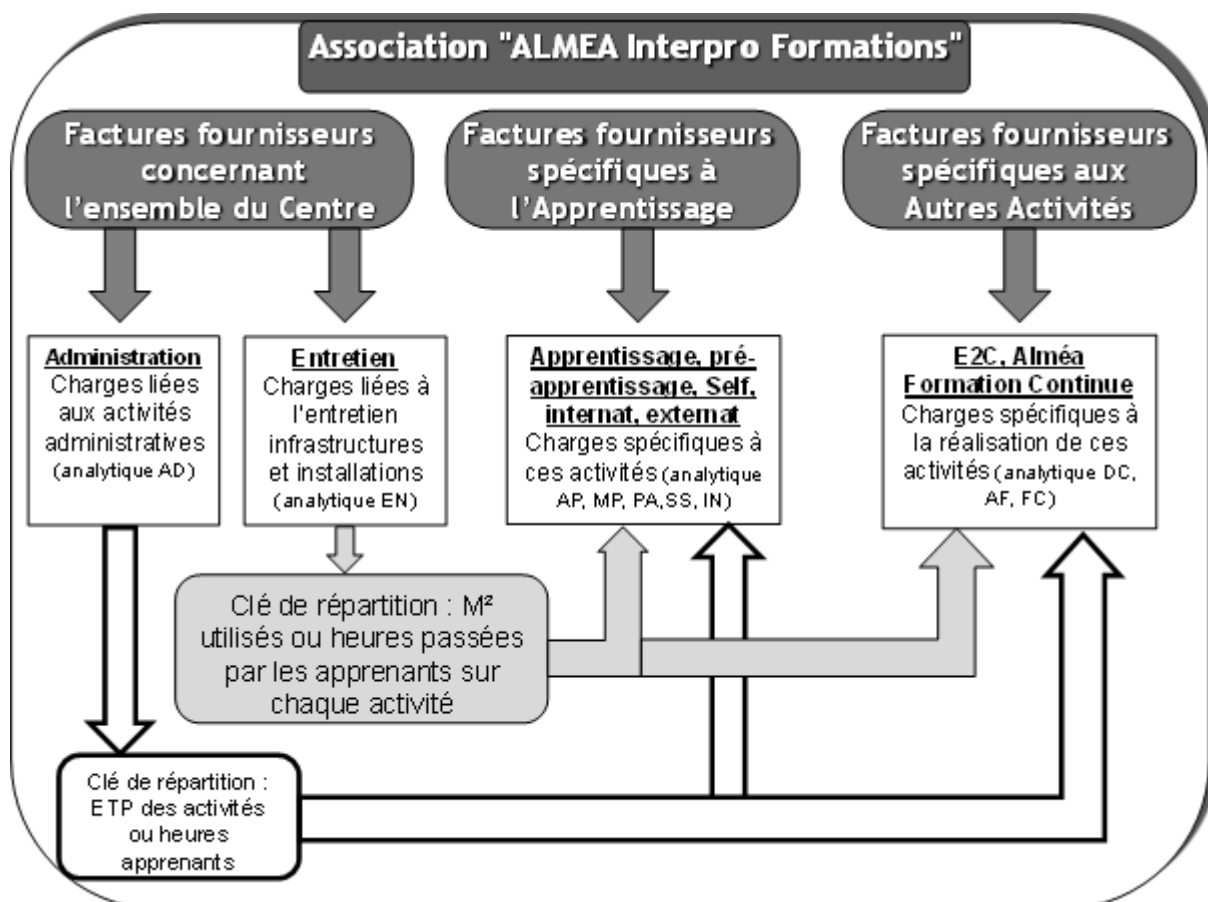
**Les centres auxiliaires généraux** sont au nombre de 2 et sont composés des services communs (Administration et Entretien). Ils sont prestataires auprès des Centres Principaux.

**Les 3 centres principaux** sont constitués des 3 marques (Apprentissage, E2C et Alméa FC), chacun d'eux réalisant ses activités propres.

<b>Centres principaux</b>	<b>Centres Auxiliaires généraux</b>	<b>Centre Auxiliaires spécifiques</b>
CFA INTERPRO INTERDEPARTEMENTAL (Centres 08, 10, 51, 52)	Apprentissage	Filières (automobile, coiffure, ...), DIMA, self, internat, ...
E2C EN CHAMPAGNE-ARDENNE	E2C Jeunes	E2C Chaumont, Châlons-en-Champagne et Nord Marnais, Coordination.
Alméa FC	Accompagnement Contrat de Pro Appels d'offres Gestion de projets	Appel d'offres (PRF, Milieu Fermé, Pôle Emploi et Logistique) Contrats de professionnalisation Accompagnement, conventions individuelles, prestations de gestion, marchés privés,... Expérimentations, Coding

		Digitale Académie Ingénierie Pédagogique
--	--	---

× **PRINCIPE D'AFFECTATION DES CHARGES ET PRODUITS EN COMPTABILITE ANALYTIQUE**



**Concernant les Centre Auxiliaires (AD et EN) :**

Les pourcentages d'affectation des charges indirectes (AD et EN) aux différentes activités (se trouvant dans les centres principaux) sont déterminés pour chaque site selon leurs propres variables.

Nature des clés utilisées :

- AD : dans tous les centres, les charges et produits affectés dans le centre analytique AD sont ventilés au prorata des ETP des différentes activités
- EN :
  - pour les Centres départementaux 51 et 52 le centre analytique EN est réparti entre les différentes activités au prorata des m² affectés à chacune d'entre elles ;
  - pour les centres départementaux 08 et 10, attendu qu'il n'y a pas d'affectation de locaux spécifiques aux activités (hormis pour l'apprentissage), les heures apprenants sont utilisées comme clé de répartition.

**Concernant les Centres principaux :**

**Le principe de base est l'affectation systématique des charges et produits directement dans les centres principaux** (jusqu'au niveau de la filière de formation), dans la mesure où l'opération leur est rattachée sans aucune ambiguïté.

Lorsque cela n'est pas réalisable, **le solde des charges et produits non affectés directement aux activités est imputé soit à l'Administration soit à l'Entretien.**

Ensuite ces soldes sont ventilés sur les activités à partir des clés de répartition suivantes :

Centres généraux	auxiliaires	Clés de répartition
<b>Entretien</b> (Bâtiments, matériel, Nettoyage, informatique)		Pour les Centres départementaux 51 et 52 le centre analytique EN est réparti entre les différents centres principaux au prorata des m² affectés à chacun d'entre eux ; Pour les Centres départementaux 08 et 10, attendu qu'il n'y a pas d'affectation de locaux spécifiques aux activités (hormis pour l'apprentissage), les heures apprenants sont utilisées comme clé de répartition.
		Ventilation de l'entretien de Vatry (AFENVA) sur ALMEA 51, répartie selon une clé définie basée sur la surface du Bâtiment <i>Nota : Les charges d'entretien des locaux de Vatry sont imputées exclusivement aux activités concernées.</i>
<b>Administration</b> (Direction, Général, Finances)	Secrétariat	Est affecté aux Centres Principaux spécifiques, en proportion des ETP directs de l'exercice de chacun de ces Centres (Apprentissage, E2C, Alméa FC).
		Ventilation de l'administration de Vatry (AFADVA) sur ALMEA 51, répartie selon les heures apprenants de chaque activité

**× CAS SPECIFIQUE : L'IMPUTATION DES CHARGES DE PERSONNEL**

**Personnel Pédagogique** : la masse totale des charges salariales de cette catégorie est ventilée entre les différentes activités de formation pour lesquelles les personnels sont recrutés ou affectés aux filières de formation en fonction du nombre d'heures dispensées sur chacune de ces formations.

**Autre personnel** : les autres salariés sont rattachés aux différents Centres dont ils dépendent en fonction de l'évaluation des temps passés par chacun d'eux dans ces différents centres.

**Personnel FC** : la masse totale des charges salariales de cette catégorie est ventilée entre les différentes activités de formation en fonction du nombre d'heures dispensées de face à face sur chacune de ces formations.



## 6 Informations relatives aux postes du bilan

### 6.1 Actif immobilisé

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

#### 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	C	D	E
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	630 835	34 270	1 759	663 346
Immobilisations corporelles	21 461 265	1 864 592	511 029	22 814 828
Immobilisations financières	624 047	123 061	17 337	729 771
Immobilisations en cours	88 298	1 590 462	60 759	1 618 001
<b>Total</b>	<b>22 804 445</b>	<b>3 612 385</b>	<b>590 884</b>	<b>25 825 946</b>

#### 6.1.1.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne C (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			34 270		
Immobilisations corporelles	60 759		1 803 833		
Immobilisations financières			123 061		
Immobilisations en cours			1 590 462		
<b>Total</b>	<b>60 759</b>		<b>3 551 626</b>		

Les acquisitions des immobilisations corporelles de l'exercice comprennent notamment :

- L'achat de matériels pédagogiques pour un montant de 754 k€
- L'achat de matériels informatiques pour un montant de 91 K€
- L'achat de matériels en équipements généraux pour un montant de 156 K€

#### 6.1.1.2 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne D (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					1 759
Immobilisations corporelles			32 400		478 629
Immobilisations financières		17 337			
Immobilisations en cours	60 759				
Total	60 759	17 337	32 400		480 388

Les sorties des immobilisations de l'exercice comprennent, notamment :

- Le matériel pédagogique pour un montant de 340 k€,
- Le matériel informatique pour un montant de 74 k€,
-

## 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	C	D	E
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions D'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	510 765	7 487	1 759	516 493
Immobilisations corporelles	16 523 105	1 070 370	510 494	17 082 981
Immobilisations financières	0	0	0	0
<b>Total</b>	17 033 870	1 077 857	512 253	17 599 474

### 6.1.2.1 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne C (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		7 487		
Immobilisations corporelles		1 070 370		
Immobilisations financières		0		
<b>Total</b>		1 077 857		

### 6.1.2.2 Aménagement du cadre général - Développement de la colonne D (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			1 759
Immobilisations corporelles		32 400	478 094
Immobilisations financières			0
<b>Total</b>		<b>32 400</b>	<b>479 853</b>

### 6.1.2.3 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Principales durées et Modes d'amortissements			
	Compte	Libellé	Durée Moyenne	
Immobilisations incorporelles				
	2050000	Concessions & Droits	3 ans	Linéaire
Immobilisations corporelles				
	2135000	Installations Gales et amgts construction	5 ans	Linéaire
	2150000	Installations tech – mat & outils pédago	5 ans	Linéaire
	2181000	Installations gales et amgts divers	3 ans	Linéaire
	2182000	Matériel de transport	5 ans	Linéaire
	2183000	Matériel Bureau et Informatique	3 ans	Linéaire
	2183010	Matériel Bureau et Info pédago	3 ans	Linéaire
	2184000	Mobilier	5 ans	Linéaire
	2188000	Matériel et outillage	3 ans	Linéaire

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles	7 487		
Immobilisations corporelles	1 070 370		
Immobilisations financières			
<b>Total</b>	<b>1 077 857</b>		

### 6.1.3 *Fonds commercial*

Un fonds de commerce est inscrit à l'actif du bilan en immobilisation incorporelle.

Il a été identifié lors de la Fusion Absorption de Logistère pour un montant de 119 812€.

Aucune dépréciation n'est appréhendée compte tenu de la clientèle attachée à cette activité.

## 6.2 *Actif circulant*

### 6.2.1 *Stocks et en cours*

Les stocks sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières	27 559	0	27 559
Fournitures Consommables	14 879	0	14 879
Produits fabriqués	0	0	0
<b>Total</b>	<b>42 438</b>	<b>0</b>	<b>42 438</b>

### 6.2.2 *Précisions sur d'autres créances*

### 6.2.2.1 Etat des échéances des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an
<b><u>Créances de l'actif immobilisé :</u></b>			
Créances rattachées à des participations	15 210	0	15 210
Prêts (1)			
Autres Immobilisations financières	714 561	714 561	
<b><u>Créances de l'actif circulant :</u></b>			
Créances Clients et Comptes rattachés (a)	3 783 634	3 783 634	
<b>Créances reçues par legs ou donations</b>	0		
Divers Etats et autres collectivités	2 446 421	2 446 421	
Charges constatées d'avance	834 663	834 663	
<b>TOTAL</b>	<b>7 794 489</b>	<b>7 779 279</b>	<b>15 210</b>
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

### 6.2.2.2 Détail des autres créances

Libellé	2024 en €	2023 en €
Personnel Avances et Acomptes		
Divers Personnels	525	1 788
ETAT – FSE E2C Subvention à recevoir	1 219 733	1 225 935
ETAT – Subventions à recevoir		0
REGION – Subvention à recevoir	160 000	105 329
VILLE – Subvention à recevoir		0
DIVERS – Subventions à recevoir	599 450	1 145 891
ETAT FRED/CRSD – Subvention à recevoir		
REGION – Subvention investissement à recevoir	112 665	
ANFA – Subventions à recevoir	62 025	142 054
LOPCOMMERCE – Subvention à recevoir		0
DIVERS Produits à recevoir		
Taxe sur la Valeur Ajoutée		
Avoir à recevoir	1 760	47 530
Divers	17 566	4 684
Divers – Subvention d'investissement à recevoir	272 698	
<b>TOTAL</b>	<b>2 446 421</b>	<b>2 673 212</b>

### 6.2.2.3 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance représentent 835K€ contre 681K€ l'exercice précédent et les charges significatives sont les suivantes :

Libellé	2024 en €	2023 en €
Eau	871	782
Gaz	2 900	
Combustibles	3 058	2 943
Fournitures Informatiques	1 154	36
Fournitures Pédagogiques		
Droits d'auteurs et de reproductions	248	

Locations immobilières	4 289	29 125
Locations mobilières	141 858	44 499
Charges locatives et copropriétés		6 811
Honoraires pédagogiques	2 023	
Maintenance	107 861	45 322
Assurance		96
Documentation Générale	1 984	2 199
Documentation pédagogique	5 544	9 302
Documentation numérique	8 299	51 480
Honoraires administratifs	1 428	1 428
Sous-traitance divers	37	
Publicités	1 200	7 200
Affranchissements	407	401
Téléphones	12 619	3 937
Concours divers et cotisations	461	3 732
Sous-traitance Hygiène	150	190
Formations professionnelles	1 800	2 754
Impôts et taxes	1 027	594
UFA *	535 447	467 803
<b>TOTAL</b>	<b>834 663</b>	<b>680 634</b>

\*\*\* Un nouveau compte 4861100 Charges constatées d'avance UFA a été créé en 2021

#### 6.2.2.4 Disponibilités

Les disponibilités et les instruments de trésorerie s'élèvent à 13 398 136 € contre 10 948 801€ en 2023. Les principaux placements sont les suivants :

Caisse d'Epargne :

- Compte sur livret Associatis pour un montant de 7 742€,
- Compte à terme + pour un montant de 410 000€,

Société Générale :

- Livret A pour un montant de 78 623 €,
- Compte sur livret Associatis pour un montant de 4 908 728 €,
- Compte à terme pour un montant de 803 547 €,
- Compte à terme + pour un montant de 4 148 632 €
- Dépôt à terme pour un montant de 537 948 €



Les différents placements ont permis de générer 392 409 € de produits financiers sur l'exercice (imposable à 24%) contre 147 842€ en 2023.

### 6.3 *Tableau des dépréciations de l'Actif*

		Situations et mouvements		
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : Reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	0	0	0	0
Stocks	0			0
Créances	34 116	12 432	30 117	16 432
Immobilisations financières	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>34 116</b>	<b>12 432</b>	<b>30 117</b>	<b>16 432</b>

- Créances douteuses au 31/12/2024

Description de l'actif	Valeur actuelle	Valeur nette comptable (VNC)	Dépréciation		
			Dotation	Reprise	Poste résultat
Créances douteuses			12 432	30 117	Exploitation

### 6.4 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

#### 6.4.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	78 486				78 486
Fonds propres avec droit de reprise	362 152				362 152
Ecart de réévaluation					
Réserves	219 408				219 408
Report à nouveau	6 679 111	1 362 904			8 042 015
Excédent ou déficit de l'exercice	1 362 904	1 362 904		- 1 353 458	- 1 353 458
<b>Situation nette</b>	<b>8 702 061</b>	<b>0</b>		<b>- 1 353 458</b>	<b>7 348 603</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 419 199		771 931	828 807	1 476 075
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>10 121 260</b>	<b>0</b>	<b>771 931</b>	<b>-524 651</b>	<b>8 824 678</b>

## 6.5 Tableaux de variation des provisions pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques - Charges	2 007 494	787 079	330 268	2 464 305
Provisions pour litiges	53 000	0	35 000	18 000
<b>Total</b>	<b>2 060 494</b>	<b>787 079</b>	<b>365 268</b>	<b>2 482 305</b>

Les dotations et reprises pour risques figurant dans ce compte sont les suivantes :

- Dotations de 787 079 € et reprises de provisions de 298 339 € concernant l'IFC et les médailles du travail
- Reprise pour risque de paiement sur congés payés 2021 à 2023 de 31 929 €

Les dotations et reprises pour litiges figurant dans ce compte sont les suivantes :

- Reprise de provision pour litige pour un montant de 35 000€

### 6.5.1 Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions pour risques – Charges	787 079		
Provisions pour litiges			
<b>Total</b>	<b>787 079</b>		

## 6.5.2 Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			
Provisions pour risques- Charges	330 268		
Provisions pour litiges	35 000		
<b>Total</b>	<b>365 268</b>		

## 6.6 Provision pour risques et charges

### 6.6.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	2 052 714		2 052 714

La méthode de calcul des indemnités de départ en retraite repose sur les mêmes principes que ceux définis au 31/12/2019 avec l'utilisation pour l'ensemble des Centres des taux suivants, à savoir :

- Revalorisation des rémunérations : 1,00% sauf pour le Centre Marne (1.50%)
- Taux d'actualisation : 3.10%
- Turn over : 13.49%
- Taux de charges sociales : taux réel appliqué dans chacun des Centres

#### Modalités de calcul :

A la clôture de l'exercice, la méthode de calcul appliquée pour la détermination de cette provision est identique sur tous les Centres depuis l'exercice 2024.

L'hypothèse retenue est la mise à la retraite des salariés à l'initiative de l'employeur, dans la mesure où le salarié remplit les conditions d'ouverture du droit à une pension vieillesse à taux plein et atteint l'âge de 67 ans.

Provision = (Droit acquis + charges sociales) \* probabilité de la recevoir

Salairé moyen = salaire annuel 2024/13\*12

Probabilité survie : selon table de mortalité TV 88-90

Probabilité présence à 67 ans : à partir d'un turnover à 13,49 %

Le calcul ci-dessus est complété de l'application d'un taux d'actualisation de 3.10% permettant de déterminer la valeur actuelle (au jour de la clôture de l'exercice) de la provision pour

engagement de retraite revalorisée à un taux de 1,50% pour le Centre de la Marne et 1% pour les autres Centres.

Le taux d'actualisation est conforme à la fourchette préconisée au titre des comptes clos au 31/12/2024, soit entre 3.10% et 3.70%. Le taux retenu est de 3.10%.

L'accord NAO en juillet 2024 a conduit à uniformiser l'indemnité de départ à la retraite pour l'ensemble des sites.

L'accord n'intègre pas de limite en nombre de mois versé au titre des l'indemnité et pas de palier au niveau de l'ancienneté (ex : versement à partir de 10 ans d'ancienneté).

L'ancienneté est totalement prise dans le calcul. De plus, la base de calcul de l'indemnité de départ intègre le salaire brut ainsi que les primes et le 13<sup>ème</sup> mois. Elle s'élève à 0,35 mois par année d'ancienneté.

#### 6.6.2 Provisions pour médaille du travail

Médaille du travail	Provisionné	Non provisionné	Total
Médaille du travail	125 226		125 226

Dans le cadre des Négociations Annuelles Obligatoires, il a été décidé d'étendre la gratification pour médaille du travail à l'ensemble des Centres. A la différence du Centre de la Marne, le calcul de la provision ne prend naissance qu'à compter du 01/01/2018.

##### Modalités de calcul :

Le montant de la provision est déterminé en prenant en considération un âge moyen de début de carrière de 25 ans pour chaque salarié. Leur ancienneté de travail ainsi évaluée permet de calculer le montant de la gratification auquel ils ont droit en fonction de leur ancienneté effective au 31/12/2024 moins 25 ans.

Sauf dans le cas où le salarié est entré dans les effectifs avant ses 25 ans, l'ancienneté réelle est alors retenue.

Les modalités de calcul de l'indemnité ont été fixées par accord avec les délégués syndicaux = Centre de la Marne : 0,25 mois de salaire mensuel brut + entre 0,25 et 0,75 mois de salaire en fonction de la médaille, le tout au prorata de l'ancienneté dans l'établissement.

## 6.7 *État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice*

Dettes (a)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances	
			à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
<b>Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :</b>				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	1 509 335	176 947	701 195	631 086
Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	0	0		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	6 306 413	6 306 413		
Dettes des legs ou donations	0			
Dettes fiscales et sociales	6 287 789	6 287 789		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	722 542	722 542		
Autres dettes (3) (a)	683 146	683 146		
Produits constatés d'avance	2 815 196	2 815 196		
<b>TOTAL</b>	<b>18 324 421</b>	<b>16 992 033</b>	<b>701 195</b>	<b>631 086</b>
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice (3)	113 209			

b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Les subventions du Fonds de soutien de 1 384K€ de 2020, de 109k€ de 2021 et de 176k€ de 2022 sont incluses dans le poste des Dettes fiscales et sociales. La Région a donné à Alméa la possibilité de rattacher et de consommer ces subventions ultérieurement en fonctionnement et/ou en investissement et uniquement pour l'activité de l'apprentissage.

## 7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

### 7.1 Produits du compte de résultat

#### 7.1.1 Ventes de biens et de services

Les ventes de services peuvent être ainsi détaillées :

Libellé	Total
Frais Pédagogiques Contrats Apprentissage – OPCO	23 044 586
Frais annexes Contrat Apprentissage – OPCO	584 420
Autres produits annexes	592 971
Hébergement	164 351
Restauration	660 576
Autres Prestations de services – Contrats qualifiants	1 975 245
Autres produits divers	14 243
<b>TOTAL</b>	<b>27 036 392</b>

Depuis le 01<sup>er</sup> Janvier 2020, les OPCO assurent le financement des contrats d'apprentissage, la Compétence Apprentissage étant passée du Conseil Régional à l'Etat.

Comptablement, les produits des OPCO sont classés en Ventes de services au lieu de Subvention d'exploitation.



### 7.1.2 Subventions d'Exploitation

Libellé	Total
Subvention de l'Etat	125 950
Subvention de la Région Grand Est	47 376
Subvention E2C – Région Grand Est	924 671
Subvention du Département	74 044
Subvention Préfecture	0
Subvention FSE pour Digitale Académie	330 926
Subvention E2C – FSE	2 015 663
Subvention de la DIRRECTE	1 460 833
Subvention de CGET pour Digitale Académie	0
Subventions diverses	573 781
<b>TOTAL</b>	<b>5 553 245</b>

### 7.1.3 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Compte	Nature	Total
781500	Reprise sur provisions d'exploitation	360 089
781700	Reprise provisions sur dépréciation de créances	30 117
791000	Transferts de charges d'exploitation	34 667
<b>TOTAL</b>		<b>434 873</b>

## 7.2 Charges du compte de résultat

### 7.2.1 Achats de marchandises et variation des stocks

Nature	2024	2023
Achats stockés Matières premières	927 462	878 711
Achats stockés Autres approvisionnements	164 672	240 124
Variation de stocks	8 694	924
<b>TOTAL</b>	<b>1 100 828</b>	<b>1 119 759</b>

### 7.2.2 Autres Achats et charges externes

Nature	2024	2023
Achats non stockés de matières et fournitures	2 118 519	2 062 647
Services extérieurs	2 586 036	2 183 019
Autres services extérieurs	11 187 765	9 371 020
<b>TOTAL</b>	<b>15 892 321</b>	<b>13 616 686</b>

### 7.2.3 Impôts, taxes et versements assimilés

Nature	2024	2023
Taxe sur les salaires	654 235	593 445
Participation des Employeurs à la Formation	137 210	271 701
Contribution Formation professionnelle	119 428	110 266
Autres Impôts	112 491	68 510
<b>TOTAL</b>	<b>1 023 364</b>	<b>1 043 922</b>

### 7.2.4 Salaires et traitements, charges sociales

Nature	2024	2023
Salaires et traitements	11 338 643	10 741 231
Charges sociales	4 377 768	4 078 878
<b>TOTAL</b>	<b>15 716 411</b>	<b>14 820 109</b>

### 7.3 *Résultat Financier*

Nature	2024	2023
Autres produits financiers	392 409	147 842
Reprise provision sur dépréciation des éléments financiers		0
<b>TOTAL des Produits Financiers</b>	<b>392 409</b>	<b>147 842</b>
Intérêts et charges assimilées	13 118	11 829
Dotations financières		0
<b>TOTAL des charges financières</b>	<b>13 118</b>	<b>11 829</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>379 291</b>	<b>136 014</b>

### 7.4 *Résultat Exceptionnel*

Nature	2024	2023
Produits exceptionnels sur opération de gestion	14 676	0
Produits exceptionnels sur exercice antérieur dont reprise THR 2019 à hauteur de 265 k€	414 363	188 949
Produits Dossier Prudhommal		0
Produits des cessions d'éléments d'actifs	5 000	0
Quote-part Subvention virée au résultat	523 902	604 870
Reprise Provision pour risques et charges		0
<b>TOTAL des Produits exceptionnels</b>	<b>957 941</b>	<b>793 819</b>
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	241	2 883
Charges exceptionnelles sur exercice antérieur	47 046	100 125
Valeur comptable des éléments d'actifs	784	59
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		7 382
<b>TOTAL des charges exceptionnelles</b>	<b>48 071</b>	<b>110 449</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>909 870</b>	<b>683 371</b>

## **7.5 Contributions volontaires en nature du compte de résultat**

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature :

- les motifs de notre décision sont les suivantes :

Pour les administrateurs d'Alméa, l'investissement en dehors des instances n'est pas suffisant pour être valorisé dans les comptes.

Pour la mise à disposition gracieuse des locaux suivants :

Voir le paragraphe §9 – Engagements hors bilan

Faute d'une information suffisamment fiable communiquée par les propriétaires respectifs, ces contributions n'ont pas pu être valorisées ni comptabilisées au pied du compte de résultat.

**7.6** *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

Néant

**7.7** *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 237 249 € en 2024.

## **8 Informations relatives à l'effectif**

L'effectif salarié présent au 31/12/2024 de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	52
Techniciens & Formateurs	273
Employés	36
<b>Total</b>	<b>361</b>

L'effectif moyen de l'année 2024 est de 332.

## **9 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan**

### **9.1 Autres opérations non inscrites au bilan**

#### **Engagement souscrit entre la Région Champagne Ardenne et Alméa**

Centre des Ardennes : Mise à disposition de locaux (avec contrepartie)

Le 9 août 1999, Alméa a signé avec la Région Champagne Ardenne une convention de mise à disposition à titre gratuit des locaux du 119 avenue du Général de Gaulle à Charleville-Mézières pour une durée de 10 années consécutives renouvelable 2 fois au maximum.

Cette convention obligeait Alméa, en tant qu'occupant, à supporter tous les frais d'entretien et de réparations de l'immeuble. Tous les travaux engagés le sont sous sa seule responsabilité.

En 2021, les locaux ont été rachetés par l'IUMM, une convention de mise à disposition à titre gratuite est mise en place jusqu'au 31 Décembre 2023.

Un bail a été conclu le 19 décembre 2023 avec le CFAI de Champagne Ardenne pour les locaux sis 129 à 135, avenue Charles De Gaulle à Charleville Mézières ; le bail a pris effet au 01 janvier 2024 pour un montant 229.740 € pour la partie bâtiments et 10.800 € pour les places de parking, soit un loyer annuel fixé à 240.540 €

Centre de l'Aube : Mise à disposition de locaux (avec contrepartie)

Le 15 avril 1996, Alméa a signé avec la Région Champagne Ardenne une convention de mise à disposition à titre gratuit des locaux du 6 rue Robert KELLER à Pont Sainte-Marie pour une durée de 30 années consécutives.

Cette convention obligeait Alméa, en tant qu'occupant, à supporter tous les frais d'entretien et de réparations de l'immeuble. Tous les travaux engagés le sont sous sa seule responsabilité.

Centre de la Marne : Mise à disposition de locaux (avec contrepartie)

Le 20 septembre 1995, Alméa a signé avec la Région Champagne Ardenne une convention de mise à disposition à titre gratuit des locaux du 32 rue Benjamin Franklin à Châlons-en-Champagne pour une durée de 30 ans.

Cette convention oblige Alméa, en tant qu'occupant, à supporter tous les frais d'entretien et de réparations de l'immeuble. Tous les travaux engagés le sont sous sa seule responsabilité.

#### **Engagement souscrit entre la chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Haute-Marne et le Centre de la Haute-Marne**

Prise à bail de locaux (avec contrepartie) :

Le 1er janvier 1993, Alméa a signé avec la Chambre des Métiers de la Haute Marne une convention de mise à disposition à titre gratuit des locaux du 1 rue Albert Camus pour une durée de 6 années consécutives renouvelable par « tranche de 5 ans par tacite reconduction ».

Cette convention oblige Alméa, en tant qu'occupant, à supporter tous les frais d'entretien et de réparations de l'immeuble. Tous les travaux engagés le sont sous sa seule responsabilité.

Une convention signée avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région Grand Est a pris effet le 01 juillet 2024, pour une durée de 30 mois, pour les locaux sis 9, rue Keller à Pont Sainte Marie, pour un montant annuel de 333.218 € TTC.

#### **Engagement souscrit entre la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Aube et le Centre de l'Aube**

Prise à bail de locaux (avec contrepartie) :

Le 1er février 2001, Alméa a signé avec la Chambre des Métiers de l'Aube une convention de mise à disposition des locaux à titre gratuit pour une durée de 10 années renouvelable par voie d'avenant. Les locaux pris à bail se situent 9 rue Robert Keller à Pont Sainte Marie.

Cette convention oblige Alméa, en tant qu'occupant, à supporter tous les frais d'entretien et de réparations de l'immeuble. Tous les travaux engagés le sont sous sa seule responsabilité.

Une convention signée avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Région Grand Est a pris effet le 01 juillet 2024, pour une durée de 30 mois, pour les locaux sis 9, rue Keller à Pont Sainte Marie, pour un montant annuel de 332.765 € TTC.